

Finance durable et foresterie tropicale

Dialoguer avec les clients sur des normes en évolution



Standard Chartered PLC est un grand groupe bancaire international, coté aux Bourses de Londres et de Hong Kong. Depuis la fusion de la Standard Bank et de la Chartered Bank en 1969, Standard Chartered possède un réseau étendu dans les principaux marchés émergents d'Asie, d'Afrique, du Moyen-Orient et au-delà. Avec 85 000 employés et une présence sur 60 marchés, le groupe sert ses clients dans de près de 150 marchés de par le monde. Plus de 80 % de ses revenus et bénéfices proviennent d'Asie, d'Afrique et du Moyen-Orient. Standard Chartered opère dans 37 pays qui reçoivent une aide officielle au développement, dont 11 des pays les moins avancés.

Standard Chartered a une équipe dédiée à la finance durable. Nous sommes convaincus de l'importance d'être une institution responsable de par la gestion des potentiels impacts négatifs que les activités financées pourraient causer grâce à l'application de filtres robustes concernant les risques environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG). L'équipe de gestion des risques environnementaux et sociaux a été créée en 1997 et collabore avec l'équipe de finance durable afin de mettre en commun l'expérience et l'expertise de la banque en matière de risques ESG, repérer les opportunités, et structurer des solutions pour favoriser une finance à impact positif.

Les initiatives du durabilité liées au financement de la foresterie

La foresterie, notamment dans les tropiques, est un secteur touché par des problématiques ESG tels que la déforestation, le changement climatique, les questions foncières, la gouvernance, les droits de l'homme, ou encore la légalité et la traçabilité des chaînes d'approvisionnement. Standard Chartered est membre de plusieurs initiatives qui visent à résoudre une partie ou l'ensemble de ces problèmes, tels que les Principes de l'Equateur, le Pacte Mondial de l'ONU, la Natural Capital Finance Alliance, les Green Bond Principles, et la Climate Bonds Initiative.

Les normes environnementales et sociales (E&S) imposées aux clients sont définies et révisées régulièrement, par l'intermédiaire d'une série de Déclarations (« *Position Statements* ») publiques. En 2018 la banque a publié sa Philosophie de durabilité (« *Sustainability Philosophy* ») et mis à jour ses Déclarations concernant les secteurs à fort potentiel d'impact environnemental ou social, notamment les agro-industries (pêche, tabac, sylviculture, huile de palme). Standard Chartered refuse, et a abandonné, les transactions et relations dans lesquelles les clients ne font pas preuve d'une intention ou de progrès suffisants pour respecter les normes établies par la banque.



Critères et exigences spécifiques à la foresterie

En plus des critères communs qui s'appliquent à toutes les agro-industries, tels que ceux liés au travail des enfants ou au travail forcé, Standard Chartered **ne fournit pas** de services financiers à des clients qui :

- Développement de nouvelles plantations suite à la conversion ou la dégradation de forêts à haute valeur de conservation (HVC) ou à haut stock de carbone (HSC), de zones légalement protégées, ou de tourbières.
- Utilisent le feu dans les opérations forestières ou les plantations, y compris pour le défrichage et la préparation des terres pour la plantation.

Standard Chartered fournit des services financiers **uniquement** aux clients qui :

- Ont obtenu la certification du Forest Stewardship Council (FSC) ou du Programme de reconnaissance des certifications forestières (PEFC) pour leurs sites de production, ou disposent d'un plan assorti d'échéances pour l'obtenir — applicable aux producteurs.
- Mettent en œuvre une chaîne de contrôle appropriée (FSC, PEFC, ou programme équivalent¹) pour le bois, la pâte à papier ou le papier qui provient d'origines inconnues ou de pays à haut risque (dont l'Indonésie, le Cameroun, le Gabon, et la République du Congo, entre autres)¹, afin de démontrer l'origine légale du bois, y compris la certification des espèces réglementées par la Convention sur le Commerce international des espèces menacées (CITES) — applicable aux producteurs, transformateurs, et négociants.

Enfin, Standard Chartered **attend de ses clients** qu'ils :

- Mettent en œuvre une politique d'approvisionnement durable pour le bois, la pâte à papier ou le papier provenant de pays à faible risque — applicable aux producteurs, transformateurs et négociants.

S'assurer du respect des exigences par le dialogue avec les clients

Les Déclarations (« *Position Statements* ») sont mises à jour tous les deux ans. Dans le cadre du processus annuel de révision, la banque procède à une évaluation annuelle du portefeuille huile de palme et foresterie, et les clients sont catégorisés comme Rouge, Orange ou Vert en fonction de leur degré d'alignement aux nouvelles exigences des Déclarations.

Cette méthode fournit une indication de la proportion de clients qui sont déjà conformes aux Déclarations, ou qui ont un plan avec échéances pour le devenir, et permet d'identifier ceux avec lesquels un travail est nécessaire afin de développer un tel plan. Le tableau à droite (Fig. 1) montre la proportion de clients issus du secteur forestier dont les activités sont conformes aux Déclarations une fois mises à jour.

	2018	2019
Rouge	6%	2%
Orange	1%	1%
Vert	93%	97%

Fig. 1 : conformité des clients du secteur forestier aux Déclarations de Standard Chartered

1. Pays à haut-risque : Bolivie, Brésil, Cambodge, Cameroun, République centrafricaine, Chine, Colombie, Côte d'Ivoire, République démocratique du Congo, Équateur, Guinée équatoriale, Estonie, Gabon, Ghana, Guatemala, Guyane, Honduras, Inde, Indonésie, Laos, Lettonie, Liberia, Lituanie, Madagascar, Malaisie, Mexique, Mozambique, Myanmar, Nicaragua, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, République du Congo, Russie, Îles Salomon, Thaïlande, Ouganda, Vietnam, et les clients déclarant l'origine du produit comme "inconnue".

Bénéfices

Pour le secteur forestier, les catégories Rouge, Orange et Vert sont fondées sur la certification FSC/PEFC, la présence d'un plan assorti d'échéances pour obtenir la certification, et les politiques concernant les zones HCV/HCS, les incendies, et la préservation des forêts primaires ou des zones légalement protégées.

Comme le montre le tableau en page précédente, le secteur forestier a connu une nette amélioration de par le nombre de clients ayant quitté la catégorie Rouge. Afin de promouvoir des chaînes d'approvisionnement exemptes de déforestation, Standard Chartered travaille avec ses clients classés dans la catégorie Rouge pour s'assurer qu'ils mettent en place un plan d'action adapté et limité dans le temps pour respecter les normes. Une attention croissante est portée aux clients de la catégorie Orange afin qu'ils continuent à évoluer vers la catégorie Verte et une conformité totale, notamment la certification complète de toutes les opérations et plantations.

Le suivi continu des performances des clients sur la base de nos critères est effectué tous les trimestres, et un compte-rendu des progrès est présenté à un Comité dédié au risque réputationnel au sein du groupe Standard Chartered. Un autre pilier de nos efforts en faveur de la durabilité est l'engagement en aval des chaînes d'approvisionnement.

Dialoguer avec l'aval de la chaîne d'approvisionnement

L'opacité des chaînes d'approvisionnement entraîne une augmentation des risques pour les entreprises qui sont directement confrontées au consommateur final comme c'est le cas les grandes multinationales qui ont des marques connues du public et dont la réputation est en jeu. Standard Chartered encourage ses clients à s'assurer que leurs politiques de durabilité, notamment concernant la déforestation, sont effectivement mises en œuvre tout le long de la chaîne d'approvisionnement jusqu'aux producteurs, et qu'ils s'efforcent d'obtenir une visibilité totale des actions de leurs fournisseurs au niveau des plantations. Il est attendu des clients qu'ils démontrent qu'ils s'approvisionnent en produits certifiés et conformes aux exigences légales.





Appel à l'action

La certification est un outil primordial pour permettre aux entreprises forestières d'atténuer les risques et d'être plus durables. Standard Chartered encourage ses clients actuels et potentiels à obtenir une certification maximale. Progresser vers une chaîne d'approvisionnement totalement transparente présente de nombreux bénéfices pour les producteurs et les entreprises en aval et nous considérons les niveaux de traçabilité comme des indicateurs clés de la performance dans les chaînes d'approvisionnement à haut risque. La banque continue à participer activement à des initiatives multipartites et à s'engager auprès des programmes de certification tels que la RSPO et la Déclaration de soutien au Manifeste du Cerrado afin de promouvoir des chaînes d'approvisionnement durables pour les denrées à haut risque.

Pour aller plus loin

- Initiatives dont Standard Chartered est membre :
<https://www.sc.com/en/sustainability/our-memberships/soft-commodities-compact-2019/>
- Déclarations de Standard Chartered pour les Agro-industries :
<https://www.sc.com/en/sustainability/position-statements/agro-industries/>
- Cadre directeur pour la durabilité des obligations de Standard Chartered :
<https://av.sc.com/corp-en/content/docs/sustainability-bond-framework.pdf>

ZSL remercie Samantha Bramley pour la préparation de cette étude de cas.

SPOTT est une plateforme en ligne gratuite, développée par ZSL (Zoological Society of London), qui promeut la production et le commerce durables de marchandises. En évaluant la transparence, SPOTT incite à l'adoption des meilleures pratiques par les entreprises. SPOTT évalue des producteurs, transformateurs et négociants à l'aune des informations qu'ils publient quant à leur organisation, politiques et pratiques liées aux enjeux environnementaux, sociaux, et de gouvernance (ESG). Des investisseurs, acheteurs, et autres acteurs influents peuvent utiliser les évaluations SPOTT pour éclairer leurs activités d'engagement, gérer leurs risques ESG, et ainsi accroître la transparence des industries.

Cette publication a été réalisée avec l'aide financière du gouvernement britannique (FCDO), cependant son contenu ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position officielle du gouvernement britannique.

